

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

enregistrerCESSION.fr

Dernière mise à jour: 13/12/2017

Table des matières

1) Présentation des Parties.....	2
2) Objet des CGV.....	2
3) Caractéristiques des produits et services.....	2
4) Disponibilité.....	3
5) Tarifs.....	3
6) Aire géographique.....	3
7) Commandes.....	4
8) Modalités de paiement.....	4
9) Livraison.....	5
10) Annulation, Remboursement et Non rétractation.....	6
11) La garantie.....	7
12) Responsabilités.....	7
13) Propriété intellectuelle.....	7
14) Données à caractère personnel.....	8
15) Utilisation de cookies.....	8
16) Archivage.....	9
17) SAV, Règlement des litiges.....	9

1) Présentation des Parties

Le service proposé sur ce site (enregistrerCESSION.fr) est l'enregistrement de déclaration de cession d'un véhicule. Les présentes conditions de vente sont conclues entre notre structure, appelée ici *le Prestataire*, et toute personne physique ou morale procédant à un achat, appelé ici *le Client* ou *l'Acheteur*.

Présentation du *Prestataire* :

SAS AMALINA

TVA intra-communautaire : 0 %

SIRET 830 448 320 R.C.S. Vienne / Capital social de 3000 Euros

Siège social : 3, Square Ninon Vallin 38200 VIENNE

2) Objet des CGV

Les présentes conditions de vente et de services visent à définir les relations contractuelles entre *Le Prestataire* et *l'Acheteur*. Ainsi que les conditions applicables à tout achat effectué par le biais du site www.enregistrerCESSION.fr que *l'Acheteur* soit professionnel ou consommateur.

L'acquisition d'un bien ou d'un service à travers le site www.enregistrerCESSION.fr implique une acceptation sans réserve par *l'Acheteur* des présentes conditions de vente.

Ces conditions de vente prévaudront sur toutes autres conditions générales ou particulières non expressément agréées par *le Prestataire*.

Le Prestataire se réserve de pouvoir modifier ses conditions de vente à tout moment. Dans ce cas, les conditions applicables seront celles en vigueur à la date de la commande par *l'Acheteur*.

Notre prestation se limite à enregistrer la cession du véhicule dans le **SIV**. Nous n'intervenons en rien sur les caractéristiques techniques figurant sur les titres de circulation. Celles-ci sont enregistrées sur les fichiers de l'**ANTS** pour chaque véhicule identifié et ne sont pas modifiables par nos soins. Nous ne pouvons être tenu responsables d'éventuelles disparités entre l'ancien titre et le nouveau. Tout désaccord en ce sens doit faire l'objet d'une réclamation auprès de l'**ANTS**.

3) Caractéristiques des produits et services

Les produits ou services offerts sont ceux qui figurent sur le site du *Prestataire*.

Les photographies disponibles sur le site sont les plus fidèles possibles mais ne peuvent en aucun cas être contractuelles, ainsi si des erreurs s'y sont introduites, en aucun cas, la responsabilité du *Prestataire* ne pourra être engagée.

Le Prestataire se réserve le droit de retirer tout produit ou service. Le montant perçu lié à cette erreur sera remboursé intégralement.

4) Disponibilité

Le Prestataire honorera les commandes dans la limite de ses ressources disponibles. Dans l'hypothèse où l'un de ses services commandés ne serait pas disponible, *Le Prestataire* s'engage à contacter l'*Acheteur* par courrier électronique dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de sa commande afin de l'en informer et de lui indiquer dans quels délais, ce service pourrait, le cas échéant, être disponible.

Si parmi les services commandés, certains sont temporairement indisponibles, *Le Prestataire* s'engage à effectuer les services disponibles et à vous offrir les "frais de dossier" pour le reste de la commande. *Le Prestataire* vous proposera alors de vous adresser, en remplacement du service indisponible, un article d'une qualité et d'un prix équivalent. En cas de refus de votre part, *Le Prestataire* procédera au remboursement dudit service de substitution.

5) Tarifs

Le Prestataire se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment, étant toutefois entendu que le prix figurant sur le site le jour de la commande sera le seul applicable à l'*Acheteur*. Les produits ou services doivent être réglés en € (euros) en ligne. Les frais bancaires occasionnés par le paiement, et ce quelles qu'en soient les modalités, seront mis à la charge du client.

1/ Le tarif pour enregistrer une cession d'un véhicule dans le **SIV** est de 19.90€.

2/ Pour une démarche d'enregistrement d'une cession, la prestation du *Prestataire* est décomposée ainsi :

- ✓ Suivi et mise à jour des documents à fournir : 4,00 € (euros)
- ✓ CERFA et PDF : 2,00 € (euros)
- ✓ Etablissement d'une facture : 1,00 € (euro)
- ✓ Frais de gestion d'ouverture de dossier : 3,40 € (euros)
- ✓ Frais financiers PayPal : 1,00 € (euro)
- ✓ Vérification des documents : 2,00 € (euros)
- ✓ Collecte et contrôle des données **SIV** : 2,00 € (euros)
- ✓ Validation manuelle du dossier dans le **SIV** : 4,50 € (euros)

3/ *Le Prestataire* demandera un complément de tarif de 8 € (euros) pour toute démarche supplémentaire nécessaire au traitement du dossier, notamment lorsqu'un élément n'a pas été spécifié à la commande (transformation du véhicule, titulaire pas identique à la cession, ...).

4/ *Le Prestataire* demandera un complément de tarif de 8€ (euros) pour tout traitement complémentaire sur un dossier incomplet afin de couvrir les frais d'archivage du dossier, les frais de relance téléphonique, ainsi que le recontrôle complet du dossier lors de la réception du document manquant au dossier initial.

6) Aire géographique

La vente en ligne des produits et services présentés dans le site est réservée aux *Acheteurs* qui résident en France.

7) Commandes

L'*Acheteur*, qui souhaite acheter un produit ou un service doit obligatoirement :

- ✓ Remplir le formulaire de commande en ligne en donnant toutes les références demandées pour le service choisi
- ✓ Valider sa commande après l'avoir vérifiée en activant le bouton de paiement intitulé : « PAYER 19.90€ POUR ENREGISTRER »
- ✓ Effectuer le paiement dans les conditions prévues (CB, PayPal)
- ✓ Confirmer sa commande et son règlement
- ✓ Consulter quotidiennement sa boîte mails ou son compte en ligne afin de prendre connaissance d'éventuels manquements sur son dossier qui lui seraient signalés

La confirmation de la commande entraîne acceptation des présentes conditions de vente, la reconnaissance d'en avoir parfaite connaissance et la renonciation à se prévaloir de ses propres conditions d'achat ou d'autres conditions.

L'ensemble des données fournies et la confirmation enregistrée vaudront preuve de la transaction. La confirmation vaudra signature et acceptation des opérations effectuées. *Le Prestataire* communiquera par courrier électronique la confirmation de la commande enregistrée. *Le Prestataire* se réserve le droit d'annuler ou suspendre toute commande d'un client avec lequel existerait un litige relatif au paiement d'une commande antérieure tant que le litige n'est pas réglé. *Le Prestataire* se réserve le droit de ne pas enregistrer un paiement et ou de ne pas confirmer une commande pour quelle que raison que ce soit, tenant en particulier à un problème concernant la commande reçue, ou un problème prévisible concernant la livraison à effectuer.

Toute commande d'enregistrement de cession d'un véhicule passée sur le site par l'internaute autorise *Le Prestataire* à effectuer en ses lieu et place et pour son compte les formalités administratives liées à l'opération d'immatriculation demandée lors de la commande. *L'Acheteur* doit donc pour tout dossier remplir le formulaire CERFA de procuration par mandat à un professionnel de l'automobile, c'est à dire au profit du *Prestataire*.

En passant commande d'une nouvelle carte grise sur le site Internet du *Prestataire*, *L'Acheteur* s'engage et certifie fournir des documents originaux non falsifiés et des copies conformes aux originaux. *Le Prestataire* rappelle que l'Article 226-4-1 du Code Pénal sanctionne de 2 ans d'emprisonnement et de 20.000 € (euros) d'amende l'usurpation d'identité. L'usage de faux est puni de 10 ans d'emprisonnement et de 150 000 € (euros) d'amende (Articles 441-1 à 441-6 du code pénal).

8) Modalités de paiement

Le prix est exigible à la commande. À la commande, il sera adressé une facture par e-mail à *l'Acheteur*. À la demande de *l'Acheteur*, il lui sera adressé une facture sur papier ou par e-mail. La facture fait ressortir la **TVA**.

Les cartes bancaires acceptées sont Carte bleue, Visa, Eurocard, Mastercard.

La plate-forme sécurisée, proposée dans le cadre du paiement carte bleue du site du *Prestataire*, est PayPal. Le paiement PayPal est conforme aux réglementations cartes bancaires concernant la vente à distance et le télépaiement. Il est également conforme aux réglementations des réseaux des cartes acceptées.

En cas de paiement par chèque (soumis à acceptation du *Prestataire* en fonction notamment du montant du chèque), *le Prestataire* pourra ne débiter sa prestation que 8 jours après l'encaissement du chèque sur son compte bancaire.

Les frais bancaires résultant d'un éventuel défaut de paiement du chèque seront mis à la charge de *l'Acheteur* et/ou s'il est différent, de l'émetteur du chèque rejeté pour défaut de provision ou pour tout autre motif, y compris dans l'un des cas d'opposition visé par l'article L 131-35 du Code Monétaire et Financier, pour perte, vol ou utilisation frauduleuse ; dans ce cas, toute opposition réalisée en fraude des droits du *Prestataire* et/ou ensuite d'une fausse déclaration pourra faire l'objet d'une plainte pénale dans les termes et conditions prévues aux articles L 163-1 à 12 du même Code).

- Article L 131-35 du Code Monétaire et Financier :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018625288&cidTexte=LEGITEXT000006072026>
- Article L 163-1 à 12 du Code Monétaire et Financier :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072026&idArticle=LEGIARTI000006646040&dateTexte=&categorieLien=cid>

Il en sera de même en cas d'opposition non justifiée et/ou d'agissement frauduleux de *l'Acheteur* après un paiement par carte bancaire.

9) Livraison

Le Prestataire livrera l'accusé d'enregistrement de cession par email au format PDF (fournie par *l'Acheteur*) ou par courrier postal si *l'Acheteur* lui en a fait expressément la demande. Il est de la responsabilité de *l'Acheteur* d'imprimer ce document.

Pour un enregistrement de cession, la transmission des documents se fait en ligne sur le site du *prestataire*, par mail ou par courrier postal.

La préparation de la commande est en suspens tant que les documents ne sont pas parvenus à l'adresse indiquée par *le Prestataire*. Après la prise en compte de votre paiement, la vérification de la fiabilité de vos informations saisies et des documents fournis, votre commande est traitée.

Le Prestataire ne saurait être tenue responsable des délais de traitement qui pourraient être allongés du fait d'une panne informatique ou d'un ralentissement du service du fait de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (**ANTS**).

Ce délai pendant lequel les informations sont traitées dans le **SIV** correspond au délai dit de « traitement ». A compter du moment où votre dossier est réputé complet, *Le Prestataire* s'engage à respecter la date limite de livraison relative au service ou au produit commandé.

N.B. : *Le Prestataire* met tout en œuvre pour respecter les délais de livraison auxquels elle s'engage à compter de la réception de l'ensemble des pièces nécessaires au traitement de votre commande et après complet paiement du prix du bien ou du service proposé. Elle ne serait être tenue responsable des délais de traitement inhérents au **SIV** ou à la Préfecture en cas de demande nécessitant le recours aux services de cette dernière.

Le CPI, l'Accusé d'Enregistrement et le Changement de Titulaire (AECT) ou l'accusé d'enregistrement de cession est envoyé au Client sous 24H à réception de son dossier complet (le cachet de poste faisant foi). Ce délai peut aller jusqu'à 21 jours ouvrables pour les démarches nécessitant un traitement du dossier par un CERT (duplicata, correction...).

Le Prestataire ne serait être tenue responsable d'un retard de livraison exclusivement dû à une indisponibilité de *l'Acheteur* après plusieurs propositions de rendez-vous par le transporteur.

Livraison en France Métropolitaine. La livraison en Corse n'est accessible qu'en colissimo.

10) Annulation, Remboursement et Non rétractation

Afin de permettre à *l'Acheteur* d'obtenir son accusé d'enregistrement de cession dans les meilleurs délais, la fourniture de service doit commencer dès le paiement partiel ou total du prix de la prestation ou du bien par *le client*.

En conséquence, il sera demandé à *l'Acheteur* ayant la qualité de consommateur, de renoncer expressément à son droit de rétractation avant la confirmation de sa commande, ceci afin de permettre au *Prestataire* de traiter sa demande sans délais.

Nous rappelons qu'en application de l'article L.121-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne peut pas être exercé pour les contrats de fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation ou pour les biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ou qui du fait de leur nature, ne peuvent être réexpédiés.

Toute commande de biens ou services personnalisés via le site Internet effectuée sans renonciation expresse au droit de rétractation ne vaudra donc commande ferme et définitive qu'à compter de l'expiration du délai de rétractation.

En application de l'article L.121-25 du Code de la Consommation (Créé par Ordonnance n°2016-301 du 14 mars 2016), "si le consommateur souhaite que l'exécution d'une prestation de services commence avant la fin du délai de rétractation mentionné à l'article L. 221-18, le professionnel doit recueillir sa demande expresse [...]".

Toute annulation de commande par *l'Acheteur* devra être expressément demandée par lettre recommandée avec accusé de réception.

1) Annulation de commande par *le Client* préalable à l'envoi du dossier

Pour une commande d'enregistrement de cession, la prestation de service reste acquise au *Prestataire*, déduction faite des postes indiqués au 5.2 'Vérification des documents' et 'Validation manuelle du dossier dans le **SIV**'.

2) Annulation de commande par *le Client* après réception du dossier

Pour une commande d'enregistrement de cession, la prestation de service reste acquise au *Prestataire*, déduction faite du poste indiqué au 5.2 'Validation manuelle du dossier dans le **SIV**'.

Aucune commande ne pourra être annulée après réception et traitement d'un dossier complet.

3) Dossiers incomplets ou non reçus

Le vendeur d'un véhicule doit faire enregistrer la cession de celui-ci sous 1 mois. Aussi, *le Prestataire* se réserve le droit d'annuler une commande d'enregistrement d'une cession de véhicule si aucun document ne lui est parvenu 1 mois après l'enregistrement de la commande, l'enregistrement de la cession étant alors caduque car le nouveau propriétaire a dû refaire pendant ce délai la carte grise à son nom (impliquant l'enregistrement de la cession).

La prestation de service ainsi que les frais bancaires liés à la transaction resteront acquis au *Prestataire*.

4) Dossiers bloqués

Pour des raisons indépendantes de la volonté du *Prestataire*, l'accusé d'enregistrement pour un changement de titulaire peut ne pas être délivré. Dans ce cas, la preuve d'indisponibilité avec une explication vous seront communiquées par mail.

Dans chaque situation rendant impossible l'enregistrement de la cession, *le Prestataire* indiquera la raison du blocage par mail. Aucun remboursement ne pourra être demandé, le dossier étant alors considéré comme «Traité».

11) La garantie

Tous les produits fournis par le vendeur bénéficient de la garantie légale prévue par les articles 1641 et suivants du Code civil. En cas de non-conformité d'un produit vendu, il pourra être retourné au vendeur qui le reprendra, l'échangera ou le remboursera.

Toutes les réclamations, demandes d'échange ou de remboursement doivent s'effectuer par voie postale à l'adresse suivante :

Siège social :

SAS AMALINA
3 Square Ninon Vallin,
38200 Vienne

dans le délai de trente (30) jours de la livraison.

12) Responsabilités

Le vendeur, dans le processus de vente en ligne, n'est tenu que par une obligation de moyens ; sa responsabilité ne pourra être engagée pour un dommage résultant de l'utilisation du réseau Internet tel que perte de données, intrusion, virus, rupture du service, ou autres problèmes involontaires.

13) Propriété intellectuelle

Tous les éléments du site du *Prestataire* sont et restent la propriété intellectuelle et exclusive du *Prestataire*. Personne n'est autorisé à reproduire, exploiter, rediffuser, ou utiliser à quelque titre que ce soit, même partiellement, des éléments du site qu'ils soient logiciels, visuels ou sonores. Tout lien simple ou par hypertexte est strictement interdit sans un accord écrit exprès du *Prestataire*.

14) Données à caractère personnel

Conformément à la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978, les informations à caractère nominatif relatives aux *Acheteurs* pourront faire l'objet d'un traitement automatisé. *Le Prestataire* se réserve le droit de collecter des informations sur les *Acheteurs* y compris en utilisant des cookies, et, s'il le souhaite, de transmettre à des partenaires commerciaux les informations collectées. Les *Acheteurs* peuvent s'opposer à la divulgation de leurs coordonnées en le signalant au *Prestataire*.

De même, les utilisateurs disposent d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant, conformément à la loi du 6 janvier 1978.

Conformément à la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978, les informations à caractère nominatif relatives aux *Acheteurs* pourront faire l'objet d'un traitement automatisé.

Le Prestataire se réserve le droit de collecter des informations sur les *Acheteurs* y compris en utilisant des cookies, et, s'il le souhaite, de transmettre à des partenaires commerciaux les informations collectées.

Le Prestataire informe l'*Acheteur* que ces données pourront ou seront utilisées par ses services internes et/ou ceux de ses filiales :

- Pour informer l'*Acheteur* des ventes et événements à venir, par l'envoi d'emails d'invitation
- Pour le traitement de la commande de l'*Acheteur*
- Pour renforcer et personnaliser la communication notamment par l'envoi de newsletters, d'offres spéciales (notamment des concours, des jeux, etc).

Les *Acheteurs* peuvent s'opposer à la divulgation de leurs coordonnées en le signalant au *Prestataire*. De même, les utilisateurs disposent d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant, conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

Le traitement automatisé d'informations, y compris la gestion des adresses e-mail des utilisateurs du site ne font pas l'objet d'une déclaration à la **CNIL** suite à la dispense N°15 (voir **CNIL**)

15) Utilisation de cookies

Le site du Partenaire fait usage de cookies qui ont pour but de signaler votre passage sur le site. Ces "cookies" ne permettent pas de vous identifier personnellement mais, d'une manière générale, d'enregistrer des informations relatives à la navigation de votre ordinateur sur le site Internet (pages consultées, dates et heures de consultation, ...). Ces informations seront reconnues et lues par le site Internet lors de votre prochaine visite afin de la faciliter. Ces informations nous permettront ainsi d'améliorer le site pour mieux répondre à vos besoins.

Elles ne seront en aucun cas cédées à des tiers. Un "cookie" est simplement un moyen d'enregistrer les statistiques du site pour mieux comprendre les modes d'usage et améliorer l'ergonomie. Votre identité ne pourra être connue. Nous vous rappelons que votre navigateur possède des fonctionnalités qui vous permettent de vous opposer à l'enregistrement de cookies, d'être prévenu avant d'accepter les cookies, ou de les effacer. Vous pouvez désactiver ou supprimer les "cookies" en modifiant les paramètres de votre navigateur Internet. Pour plus d'informations sur les cookies, vous pouvez consulter le site de la **CNIL** (www.cnil.fr).

En tant que *prestataire* tiers, Google utilise des cookies pour diffuser des annonces sur le site. Grâce au cookie DART, Google adapte les annonces diffusées aux utilisateurs en fonction de leur navigation sur le site ou d'autres sites. Les utilisateurs peuvent désactiver l'utilisation du cookie DART en se rendant sur la page des règles de confidentialité s'appliquant au réseau de contenu et aux annonces Google.

16) Archivage - Preuve

Le Prestataire archivera les bons de commandes et les factures sur un support fiable et durable constituant une copie fidèle conformément aux dispositions de l'article 1348 du Code civil. Les registres informatisés du *Prestataire* seront considérés par les parties comme preuve des communications, commandes, paiements et transactions intervenus entre les parties.

17) SAV - Règlement des litiges

Le service après-vente, dit SAV, se fait par mail à l'adresse [infos\[@\]enregistrerCESSION.fr](mailto:infos[@]enregistrerCESSION.fr)

Pour toute autre demande qui ne correspond pas au service après-vente, vous pouvez nous contacter [publication\[@\]enregistrerCESSION.fr](mailto:publication[@]enregistrerCESSION.fr)

Les présentes conditions générales de vente en ligne sont rédigées en langue française et seront exécutées et interprétées conformément au droit.

En cas de litige, les parties s'obligent à tenter de se concilier préalablement à toute action en justice. A cette fin, la partie demanderesse devra notifier les éléments du litige à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La phase de conciliation aura une durée d'un (1) mois à compter de la réception de cette lettre. Au terme de ce délai, les parties seront réputées ne pas être conciliées, sauf si la preuve contraire est rapportée. Pendant la période de conciliation, les parties s'interdisent d'intenter une quelconque action en justice l'une contre l'autre en application des présentes conditions générales de vente.

En vertu de l'article L. 612-1 du Code de la consommation "Tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résiliation amiable du

litige qui l'oppose à un professionnel."

Les litiges entrant dans le champ d'application de l'article L. 612-1 du Code de la consommation sont les litiges définis à l'article L. 611-1 du Code de la consommation à savoir les litiges de nature contractuelle, portant sur l'exécution d'un contrat de vente ou de fournitures de services, opposant un consommateur à un professionnel. Le texte couvre les litiges nationaux et les litiges transfrontaliers.

Dans l'année qui suivra votre demande auprès de nos services, en application de l'article R.616-1 du Code de la consommation, vous pourrez faire examiner votre demande par un médiateur dont vous trouverez ci-dessous les coordonnées, sachant qu'un litige ne pourra être examiné, sauf exception, que par un seul médiateur : <http://www.medicys.fr/index.php/consommateurs/> à l'adresse « contact@medicys.fr ».

En cas de Litiges transfrontaliers, vous pourrez contacter le centre européen des consommateurs France sur le site « europe-consommateurs.eu ».

Vous pouvez, à vos frais, vous faire assister par un conseil.

Sans préjudice des dispositions de l'article 48 du Code de Procédure Civile et à défaut de règlement amiable, compétence est attribuée aux tribunaux compétents, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.